

PROBLÉMATIQUE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Jacqueline MENGIN

RÉSUMÉ

Depuis 1950 l'étude du fonctionnement social, économique et culturel des structures du milieu rural a permis d'expliquer les transformations apportées par la modernisation.

Après 1968, la marginalisation d'une partie des agriculteurs et des sociétés rurales a été interprétée selon une analyse marxiste. Dans le même temps, les premières expériences de développement local sur le terrain tentaient d'intégrer ces sociétés rurales au développement général tout en leur maintenant une certaine autonomie. Dès les années 1970, il apparaît aux responsables que le développement n'est plus à attendre de l'extérieur et la recherche doit étudier une problématique du développement local.

Actuellement le développement local est une intervention structurée à l'intérieur d'un processus de changement des sociétés rurales, visant à récupérer la maîtrise d'un certain nombre de fonctions sur un territoire donné. Pour cela, les groupes d'acteurs économiques adoptent des pratiques compatibles avec la position qu'ils occupent dans la structure économique et sociale. Plus elles s'éloignent du modèle dominant plus elles cherchent à s'appuyer sur le local pour exister. La recherche jusqu'à présent n'a pas été en mesure de donner à ces acteurs une méthodologie, de répondre à la nouvelle demande sociale qui s'exprime à la base.

SUMMARY

Since 1950, the study of social, economic and cultural function of the rural environment structures, has enabled one to understand transformations brought by modernization.

After 1968, the exclusion of groups of farmers and rural societies has been explained through a marxist analysis. At the same time, the first local development projects in the field tried to integrate these rural societies in the general development actions however maintaining a certain autonomy.

After 1970, the development workers realize that development action should not be carried out from the outside and that research should investigate the local development constraints. At the moment, local development is considered as a method of structured intervention with a change process of rural communities, in order to recover the mastership of a certain number of functions on a given Territory.

That is why groups of economic actors adopt practices that are compatible with the position they occupy in the economic and social structure. The more they deviate from the dominating model the more they try to rely on the local environment in order to exist. Up to now research has not been able to give a methodology to these actors, to respond to the new basic social demand.

RESUMEN

Desde el año 1950, el estudio del funcionamiento social, económico y cultural de las estructuras del medio rural, a permitido explicar las transformaciones que ha implicado la modernización.

Después del año 1968, la marginalización de una parte de los agricultores y de las sociedades rurales ha sido interpretada según un análisis marxista. Al mismo tiempo, las primeras experimentaciones de desarrollo local en el terreno trataban de integrar aquellas sociedades rurales al desarrollo general, pero dejándoles cierta autonomía. A partir de los años 1970, se hace evidente, para los responsables, que ya no se debe esperar el desarrollo desde afuera y que la investigación debe estudiar una problemática de desarrollo local.

Actualmente, el desarrollo local es una intervención estructurada dentro de un proceso de transformación de las sociedades rurales que se propone recuperar el control de ciertas funciones sobre un territorio delimitado. Para eso, los grupos de actores económicos adoptan prácticas compatibles con la posición que ocupan dentro de la estructura económica y social. Mientras más se alejan del modelo dominante, más se apoyan sobre lo local para existir. Hasta ahora, la investigación no ha ofrecido a estos actores una metodología, y una respuesta a la demanda social que se expresa en la base.

MOTS CLÉS : développement régional, structure sociale, prise de décision

I. L'ÉTUDE DES SOCIÉTÉS RURALES EN CHANGEMENT

Les sociétés locales ont connu depuis le début des années soixante une formidable mutation. L'introduction du progrès technique, le redéploiement industriel et le fort appel de main d'œuvre dans les secteurs secondaires et tertiaires, l'allongement de la scolarité ont profondément transformé le paysage des sociétés rurales. Elles se sont vidées d'une grande part de leur population active, l'agriculture mais aussi, bien que dans une moindre mesure, l'artisanat et le commerce se sont restructurés. Parallèlement, la montée du niveau de vie a permis la réhabilitation et l'extension du patrimoine bâti auxquelles, en milieu

rural, les citadins ont largement contribué, surtout à travers le phénomène des résidences secondaires.

1) Une agression externe

Vers les années 60, une recherche sur les mutations des sociétés rurales s'imposait. L'Etat voulait savoir comment le progrès technique et économique que l'on cherchait à introduire dans les exploitations agricoles, risquait, et par quelles voies, de transformer ces sociétés.

La méthode suivie a été celle des monographies à partir desquelles, par comparaison, une typologie pourrait être établie. Cet énorme travail de défrichage a été effectué à partir des années 1962 par l'équipe de sociologie rurale de Nanterre sous la direction d'Henri MENDRAS.

Les sociétés rurales étaient perçues comme le lieu d'une certaine cohérence. Elles avaient leurs systèmes de production et d'échanges, leur organisation sociale, leur environnement spécifique, leur histoire, qui en déterminaient les principaux caractères. Le **changement technique, économique ou culturel était perçu comme externe**. Il « agressait » en quelque sorte ces sociétés en les transformant.

Certaines s'adaptaient, d'autres se sont marginalisées. L'**étude de ces sociétés** devait permettre de **comprendre**, en les comparant à un modèle-type de structuration, le **pourquoi de réactions différentes** aux mêmes stimuli externes et d'établir un certain classement.

Rappelant la célèbre étude de H. MENDRAS sur l'introduction du progrès technique dans une société paysanne, Maryvonne BODIGUEL la définit ainsi « *la diffusion du maïs hybride très productif, importé des Etats-Unis en remplacement de la variété traditionnelle dépend non seulement des moyens d'information et du profit économique des exploitations mais également de l'organisation sociale et du système de valeurs en vigueur...*

En effet, l'introduction du maïs hybride, qui donne une récolte en moyenne double de celle du maïs traditionnel moyennant des aménagements peu importants (acheter la semence), ni effeuiller, ni écimier, mettre davantage d'engrais, faire plus de traitements désherbants et anti-cryptogamique a été difficile dans la société paysanne béarnaise. Avant-coureur de modification importante sur l'exploitation (mécanisation), l'introduction de l'hybride a creusé un écart entre ceux qui l'ont adopté et les autres, une dépendance nouvelle s'est créée vis-à-vis des coopératives et des syndicats et finalement les jeunes agriculteurs modernistes ont conquis les organisations agricoles et même des conseils municipaux. La société paysanne a été profondément transformée alors qu'il ne s'agissait à l'origine que d'une modification technique. Or les paysans béarnais, instinctivement, en avaient conscience, et résistaient, nombreux, avec des arguments de mauvaise foi « ce maïs ne s'acclimate pas », « les américains nous embêtent », « toujours faire mieux on n'est pas aux travaux forcés », à l'évolution inéluctable de leur société locale par les moyens d'une innovation venue d'ailleurs, imposée de l'extérieur. La résistance opposée l'était moins en fait au progrès technique qu'à la mort de la société traditionnelle qu'il engendrerait fatalement. L'agriculteur se conduit en fonction de la situation économique et sociale dans la collectivité et de la perception qu'il a de ce qu'on lui demande... Dans cette perspective, prévoir les réactions d'une collectivité aux changements désirés par les pouvoirs publics sera aussi connaître sa structure sociale, son système de valeurs, son fonctionnement économique, son attitude face à son environnement politique et social proche et lointain ».

2) Un changement intérieur

Après mai 1968, cette analyse est récusée par des courants marxistes qui pensent que ce n'est pas de l'extérieur que les sociétés rurales sont soumises au changement, mais de l'intérieur. L'introduction de techniques, de pratiques économiques, l'adaptation progressive au marché, les éléments d'une politique nationale ont des modes d'application en fonction de la situation locale. Ces

éléments deviennent internes aux sociétés locales puisque pour la transformer ils s'y inclinent.

Ce faisant, les sociétés ont tendance à se vider de leur spécificité, elles perdent leur autonomie. A la limite elles disparaissent en tant que sociétés rurales, complètement intégrées à la société globale, ou bien, détruites, elles ne sont plus qu'un espace en déséquence.

Il convient d'évoquer ici les espaces péri-urbains qui ne sont plus que des espaces de production. Les services sont « en ville », et la société locale en tant que telle n'a plus d'identité, simple zone d'influence de l'agglomération urbaine.

A l'inverse, les régions désertifiées, vidées de leur population active, n'ont plus la densité minimum qui leur permettrait de perdurer comme communauté locale.

« Tenir compte de l'insertion des sociétés rurales dans une société englobante est rigoureusement indispensable... On peut affirmer que la logique générale à laquelle obéit l'évolution des diverses sociétés rurales ne peut pas se dégager d'une simple comparaison de leurs évolutions particulières : elle doit au contraire être recherchée hors de celles-ci, dans l'analyse des phases de développement actuelles du capitalisme en France et dans un examen de la place qu'y occupe l'agriculture ».

La première démarche de recherche, plus fonctionnaliste répondait au désir de l'Etat : comment moderniser les campagnes. L'approche marxiste, par contre a servi essentiellement à ceux qui dans la phase de croissance de l'agriculture ne pouvaient en profiter pleinement. Ils cherchaient une explication à leur sort, et trouvaient là matière à exiger des compensations, un partage plus égal des bénéfices. L'analyse montrait clairement que le système capitaliste engendrant la marginalisation, l'exclusion de toute une couche croissante d'agriculteurs, devait être changé pour permettre à tous de trouver leur place au plan économique et social.

II. LE DEVELOPPEMENT LOCAL

1) Les premières expériences de développement local : rattrapage ou intégration par rapport au modèle dominant

Sur le terrain, dans les années de croissance, le développement local mis en route, comme celui du Mené,⁽¹⁾ était largement basé sur l'idée de rattrapage. Enclavée, loin des centres de décisions, marginalisée, la petite région devait investir, appliquer les innovations techniques grâce au soutien de l'environnement et ainsi rattraper le secteur agricole de pointe. Production rationnelle et augmentation du revenu ont été les objectifs recherchés et atteints par les catégories d'agriculteurs et d'artisans qui n'avaient pas de gros moyens de production mais qui ont été dynamisés, formés par l'environnement.

Le problème essentiel était : l'introduction du changement dans ces sociétés rurales traditionnelles afin de les intégrer dans la société globale en croissance. Le processus de croissance lui-même était connu, il fallait

(1) Voir article de P. HOUÉE dans cette revue.

L'ISERE

Domaine d'intervention

L'agriculture en moyenne montagne avec de petites surfaces d'exploitation sur l'ensemble du département.

Structure d'intervention

Peuple et Culture, association 1901 d'éducation populaire a créé en son sein en 1979, le C.E.P., Comité d'Etudes et de Propositions, qui regroupe chercheurs et paysans. Sur l'Isère le groupe comprend une trentaine d'agriculteurs et 4 à 5 chercheurs.

Principales créations

- Auto-construction de bâtiments adaptés à la pente en lien avec des jeunes artisans ;
- Paysans-animateurs : un agriculteur passe la moitié de son temps à faire de l'animation, il est pendant ce temps remplacé sur l'exploitation par un jeune qui cherche une installation.
- Mutuelle vétérinaire.
- Construction d'un engin tracteur à chenille adapté à la pente.

LA HAUTE-LANDE

La zone s'étend sur 14 cantons et 3 départements.

Gironde : canton de Captieux, Villan, Draut, Saint-Symphorien, Belin.

Landes : cantons de Gabarret, Roquefort, Labrit, Sore, Pissos, Sabres, Morcenx, Tartas-ouest.

Lot-et-Garonne : cantons de Mezin-Houilles.

Superficie : 114 communes couvrant 14 % de la superficie de la Région Aquitaine soit un département français moyen.

Population : En 1975, 66 700 habitants sur la zone, 11 habitants au km². Entre 1968 et 1975 cette zone a perdu 450 actifs par an. 65 % d'inactifs.

Activité :

- 80 % de la surface est occupée par la forêt.
 - Quelques entreprises, surtout artisanales liées à la forêt qui emploient 13 % de la population active.
 - Les terres agricoles occupent 8 % de la surface.
- A l'exception de quelques très grosses exploitations maïsécoles installées vers les années 60

par la Compagnie d'Aménagement des Landes de Gascogne, il n'existe que de petites exploitations aux mains de retraités ou d'ouvriers-paysans.

Création en 1974 du CELAG "Comité Economique des Landes de Gascogne", association 1901, regroupant autour d'un nouveau conseiller général des élus et personnalités diverses qui ont conscience du déclin de la Lande.

En 1979, création d'une structure d'animation sous forme d'association, cellule d'étude et d'appui aux promoteurs de projets.

Procédure :

- Schéma d'Aménagement de la Haute-Lande,
- Programme spécifique du cœur de la Haute-Lande,
- Contrat de pays Morcenx-Labouheyre.

Principales créations :

- Accueil de créateurs,
- Développement de produits nouveaux : biomasse forestière, argiles grésantes,
- Création de 15 entreprises piscicoles.

LA HAUTE-MAURIENNE

Extrémité de la vallée de la Maurienne entre Modane et le Col de l'Iseran à la frontière italienne.

8 communes : 7 du canton de Lanslebourg et Aussois.

Population :

- 1 870 habitants
- De 1860 à 1960 la Haute-Maurienne a perdu 60 % de sa population,
- Population active agricole entre 20 à 87 % selon les communes.

Activités économiques :

- Elevage, lait transformé par des fruitières locales,
- En 1971, la Haute-Maurienne comptait 306 exploitations à foncier très morcellé dont 43 % des exploitants avaient plus de 55 ans. Un tiers travaillait à temps partiel. Faibles revenus.
- 18 % de la population active travaille dans l'artisanat et le commerce avec 191 entreprises dont 3 seulement avaient plus de 10 salariés.

Structures de développement :

Parc National de la Vanoise,

Syndicat Intercommunal d'études et d'aménagement : le district. Fondé en 1969 ce syndicat regroupe 6 communes.

Syndicat de Valcenis : réalise l'aménagement touristique des 2 communes principales.

L'Association d'Animation de la Haute-Maurienne née en 1971 groupe les principaux secteurs professionnels pour promouvoir le tourisme, SICA.

Principales créations :

- La SICA a amélioré le foncier, les bâtiments d'élevage, la commercialisation des produits,
- Assistance en formation et gestion technique, économique pour les producteurs,
- Création d'une station de 2 500 lits qui emploie 200 personnes,
- Animation tourisme d'été (safari-photos, équitation).

l'introduire dans les sociétés locales tout en préservant leur identité. Dans les expériences de développement il y a toujours eu la volonté de préserver l'identité des sociétés locales et des groupes. Les acteurs du développement ne voulaient pas que l'intégration de la société locale à la société globale soit le signal de sa disparition. Intégration et autonomie étaient recherchées simultanément.

Ceci est illustré parfaitement par le comportement des agriculteurs. La politique agricole préconisée et mise en œuvre par les pouvoirs publics au cours des trois dernières décennies tendait à la modernisation de l'agriculture en vue d'une intégration des ruraux dans la civilisation industrielle et urbaine. Il s'agissait d'aider à la constitution d'une élite d'agriculteurs capables d'introduire dans leur secteur d'activité une rationalité nouvelle, de parvenir à une augmentation de la productivité du travail. Les éléments de mise en œuvre sont connus : soutien des marchés, régulation des prix, subventionnement de certaines productions, adaptation des structures, diffusion des connaissances et des techniques par la présence sur le terrain de conseillers et de vulgarisateurs.

Les responsables agricoles (JAC (1) puis FNSEA (1), CNJA (2)) ont souscrit et même pour certains d'entre eux, collaboré à la définition d'une telle politique agricole. Cependant, ils ont toujours essayé d'impulser les choses dans un sens plus autonome. Ils ont voulu tracer une voie spécifique du développement conduisant à la parité sur le plan des revenus avec les autres secteurs de la société tout en permettant l'exercice d'une responsabilité personnelle. Acceptation du progrès, c'est-à-dire en fait de la rationalité capitaliste qui semble avoir fait la preuve de son efficacité mais refus de la prolétarianisation, de dépendance totale. Il convient d'établir des structures économiques efficaces mais capables de garantir l'autonomie, la responsabilité de chacun.

Or pendant les grandes années de restructuration l'exode rural très important, paraissait la condition de la nécessaire restructuration des structures de production. Ceux qui restaient étaient plus motivés, plus à même de progresser, de collaborer à la modernisation du secteur et de ses productions.

2) L'incertitude des moyens traditionnels du développement : la nécessité de prendre son destin en main

Depuis les années 1970, le doute s'est insinué. Le modèle suivi paraît de plus en plus sélectif. Progressivement, des catégories d'agriculteurs entrées dans la modernisation sont fragilisées et même disparaissent. Des sociétés locales sont menacées d'exclusion. Les acteurs ne demandent plus comment intégrer les sociétés rurales à la société globale, ou comment changer le système global qui déstructure les groupes ou les sociétés.

Progressivement il apparaît que chaque société, chaque collectivité locale est appelée à **prendre son destin en main**, à mettre en œuvre son propre développement.

La sectorisation ne paraît plus apporter de solution, l'augmentation de la production ne peut être soutenue indéfiniment et dans de nombreuses régions les agricul-

teurs ne sont pas objectivement bien placés dans cette course. L'implantation d'entreprises en milieu rural est de plus en plus improbable.

Les théories macro-économiques explicatives rendent difficilement compte de la complexité des évolutions diversifiées des sociétés locales et c'est à ce niveau-là que les problèmes de développement se posent aujourd'hui : il convient de mettre à jour les ressorts de ces sociétés locales. Il faut analyser la complexité de leur fonctionnement sur fond de crise économique et sociale.

Les chercheurs, conscients de ne pouvoir offrir aux acteurs des outils d'analyse directement opérationnels ont réhabilité le local par des approches anthropologiques, ethnologiques autant que sociologiques. Ils étudient les réseaux de sociabilité, l'autonomie, l'identité, le territoire, l'éco-développement, le localisme, les mouvements sociaux, les résistances...

3) De l'étude du changement à une problématique du développement local

Pour répondre à la demande des acteurs sociaux cherchant à développer leur petite région, les sociologues passent de l'étude du changement des sociétés rurales à une problématique du développement local. Dans le changement, le chercheur étudiait les effets de la croissance sur les sociétés rurales diversifiées. **Le développement local concerne les processus à la fois externe et interne de mise en marche d'une société vers le développement.**

Le développement local se présente comme **une intervention structurée à l'intérieur du processus de changement des sociétés en milieu rural**. Cette intervention vise à redonner au milieu rural des éléments de maîtrise ou au moins de négociation avec l'extérieur.

C'est ainsi par exemple, qu'en Haute-Maurienne, la structuration du développement avait permis aux agriculteurs d'améliorer leur productivité. Une SICA (2) d'agriculteurs a très vite travaillé à une restructuration foncière, amélioré la production mais aussi par la création d'une fruitière a récupéré une partie de la transformation du produit. La structuration de la vallée en syndicat intercommunal pour l'aménagement touristique de Lanslebourg et Lanslevillard a permis de poser le problème du tourisme en terme de développement et en même temps de maîtrise.

Chaque société locale a évidemment son type d'organisation sociale, son originalité culturelle, sa spécificité écologique et géographique qui la conduira à envisager différemment son propre développement.

Cependant, il s'agit toujours d'un refus de se placer dans l'unique logique du marché, mais de valoriser les ressources humaines et naturelles, d'appliquer des technologies appropriées au milieu, de satisfaire des besoins exprimés localement.

Les acteurs, dans ce contexte, ont besoin d'éléments de diagnostic sur la société locale qu'ils essaient de conduire au développement, sur sa structuration, les groupes qui l'animent, le processus de mise en mouvement d'une petite région.

(1) JAC = Jeunesse Agricole Chrétienne.
FNSEA = Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

(2) CNJA = Centre National des Jeunes Agriculteurs.
SICA = Société d'Initiatives et de Coopération Agricoles.

III. ESSAI DE PROBLÉMATIQUE

Le développement local est une intervention organisée, visant à récupérer des secteurs, un certain nombre de fonctions sur un territoire plus ou moins contrôlé. C'est, pour les sociétés locales ne pouvant maîtriser le système dominant (par nature délocalisé) trouver une alternative par une relocalisation.

Il faut donc pour elle trouver des ressources naturelles propres, s'appuyer sur les caractères spécifiques de son espace. Il faut également qu'elle organise le processus et qu'elle assure des fonctions de production, de gestion, de contrôle, de coordination, etc...

Dans le Mené, par exemple, c'est un noyau d'amis autour d'un leader enfant du pays, sociologue, prêtre qui a engendré le processus par réidentification de la population à la petite région et qui a abouti à un certain nombre de structures (intercommunales, professionnelles, associatives, etc...).

La grande diversité des résultats de diverses expériences de développement local dans les sociétés rurales tient, en fait, à une maîtrise très différente du local sur son environnement (qualité de son organisation, nature et nombre de fonctions mises en place) ainsi que l'importance de l'espace contrôlé.

Dans le domaine de l'environnement, la culture, les sociétés locales ont souvent une marge de manœuvre réelle. Aménager le quotidien grâce à une mobilisation populaire est à leur portée. Dans le domaine économique la maîtrise est plus difficile. Cependant, le processus de développement local qui recherche une synergie constante entre économique, social, culturel, environnement est une clé possible.

Ainsi, dans les Landes une réflexion menée sur la qualité spécifique des cours d'eau, la préservation de l'environnement, le repeuplement ont permis d'installer 15 pisciculteurs disséminés en coopérative et qui ont conquis en 5 ans, 10 % du marché européen de la truite. Cette installation n'aurait pu se faire sans une structure porteuse de développement local innovante et prenant en compte l'ensemble de ces éléments.

Cependant, la base économique et sociale des sociétés rurales est faite de groupes diversifiés. Ce sont les entrepreneurs qui sont le moteur essentiel du dynamisme local sur lequel s'articule le développement social et culturel. Ces groupes ont cependant entre eux des rapports divers et complexes, d'antagonisme, de concurrence, d'alliance, d'hégémonie. Ils poursuivent des projets personnels, défendent des intérêts de groupe. Ils cherchent à imposer le plus possible leur propre modèle de développement sur l'espace considéré.

Ainsi en Haute-Maurienne, les agriculteurs s'étant organisés selon un modèle de type « communautaire » (ayant réglé le problème foncier, de la modernisation des bâti-

ments d'élevage, de commercialisation et d'apport touristique) se sont appuyés sur la culture traditionnelle pour que ne soient pas remis en cause leur développement. Ils ont prôné le respect de la nature, la maîtrise du développement le maintien d'un style de tourisme familial et social et ont combattu tous les projets plus ambitieux soutenus par certains élus qui auraient mis en péril leur développement, mais aussi le maintien d'un certain nombre d'entre eux, ce qui aurait localement affaibli leur pouvoir.

*Dans l'Isère, groupés dans le C.E.P. (3) un certain nombre d'agriculteurs avec des moyens économiques très médiocres, mais très formés, ayant souvent effectué un « détour culturel » prônent un **développement alternatif**.* Le développement est un mode de vie où revenu, travail, environnement doivent intervenir dans des équations personnelles, à chacun selon ses besoins. Les uns ont davantage besoin de revenu, d'autres de temps pour vivre, d'autres de communication. Ayant défini la façon dont on veut vivre, on calcule ensuite rationnellement ses plans de production, d'investissements. Ces agriculteurs n'ont pas de toute façon les moyens économiques de suivre un modèle productiviste mais grâce à leur formaton, leur réflexion commune, ils sont capables d'assurer collectivement la rupture d'avec le modèle traditionnel de développement et de trouver dans les chances de leur espace même une façon de vivre qui leur convient.

Ils ne peuvent cependant imposer leur conception dans la société locale, ils sont dans une position trop marginale.

Les acteurs économiques adoptent des pratiques, un type de développement compatible avec la position qu'ils occupent dans la structure économique et sociale et les caractéristiques de leurs moyens de production.

Ils ne peuvent l'imposer sur l'espace que dans la mesure où ils ont une position relativement hégémonique ce que sont par exemple les agriculteurs haut-maurienais.

Lorsque les catégories économiques et sociales s'éloignent du modèle dominant, elles cherchent à s'appuyer sur le local, sur l'espace pour exister. Maîtriser le foncier pour garder le maximum d'agriculteurs en activité, installer des jeunes agriculteurs, créer des coopératives de transformation de fruits rouges ou petits élevages sont une façon, en s'appuyant sur le milieu proche, de lutter contre les effets implacables de la sectorisation.

Cependant, cette problématique, qui cherche à rendre compte de l'évolution des sociétés rurales à travers leur propre développement, est encore succincte.

Elle devrait être précisée et surtout aboutir à une méthodologie du développement que les acteurs réclament pour atteindre leurs objectifs.

Il existe encore une grande incertitude sur la notion même de développement local et la recherche doit essayer de répondre à cette demande sociale.

(3) CEP = Comité d'Etudes et de Proposition pour le développement des activités paysannes.